

Travail et évaluation en milieu scolaire

Jean-Paul Walter

L'évolution des pratiques d'évaluation est emblématique de la mutation du système scolaire qui s'opère souvent à l'insu de ses acteurs. Un long travail de recherche avait été mené sur l'évaluation dès les années 1960, pour lui donner une approche plus scientifique. A partir de 1980, ces travaux ont progressivement été pris en compte dans la sphère éducative et les enseignants y ont massivement adhéré, puisqu'il s'agissait d'aider les élèves à apprendre. Les mouvements d'Education Nouvelle ont même été très en pointe dans ce domaine.

Mais progressivement, les pratiques d'évaluation menées par l'institution ont changé d'objectifs : d'aide pédagogique à la personne, elle devient outil de politique économique visant à attribuer une valeur à toute action humaine, valeur qui n'a de sens que si elle est marchande. Avec le développement de « l'économie de la connaissance » (Stratégie de Lisbonne 2000) les systèmes scolaires doivent œuvrer au service du secteur économique marchand. Le sociologue Jacques Guigou affirme : « Avec l'inessentialisation du travail dans le processus de "création de valeur" et l'englobement d'activités humaines toujours plus nombreuses dans le mouvement de la capitalisation de l'espèce, l'évaluation-formative contribue intensivement à l'identification de ce qui peut-être mis en "unités de valeur capitalisables", en "crédits", en "validations" ».

Dans un contexte de compétition économique, de concurrence pour l'accès au travail, la compétition scolaire est de plus en plus exacerbée et les pressions sur les performances des enfants se font de plus en plus vives. Les politiques éducatives ont progressivement adopté les pratiques d'évaluation managériales du monde de l'entreprise, notamment le « benchmarking », c'est-à-dire la comparaison des résultats. Nous connaissons déjà le classement des systèmes scolaires à travers le protocole Pisa, le classement des universités et celui des lycées, en attendant celui des autres établissements, des enseignants et à nouveau celui des élèves. Le pouvoir actuel a quelque peu freiné cette évolution, mais nul doute qu'une alternance politique signerait le retour en force de cette tendance.

L'OCDE organise les évaluations Pisa dont le but est d'établir une hiérarchie dans les systèmes éducatifs et d'ériger les plus « performants » en modèles. Dans les dix premiers de l'enquête 2012, nous relevons 7 pays ou territoires asiatiques qui ont instauré des compétitions scolaires à outrance, avec un recours massif au cours complémentaires privés. Peu importe la souffrance de ceux qui subissent ce régime. Pourtant la devise de l'OCDE est : « Des politiques meilleures pour une vie meilleure. » Cherchez l'erreur.

Par ailleurs, les technologies nouvelles ouvrent des possibilités illimitées de traçabilité des personnes : recueil des résultats sous forme numérique, Livret personnel de compétences (le format numérique est en expérimentation) dont la Commission Européenne souhaite faire le « passeport pour l'emploi ». La « culture de l'évaluation » doit se développer à l'école (rapport IGEN 2009). L'école est chargée de fournir les indicateurs du tri sélectif. Pour cela, on a recours à la neutralité apparente des chiffres mais on disqualifie tout ce qui n'entre pas dans la mesure. Les évaluations internationales donnent le ton : comprendre, calculer, raisonner pour exécuter, connaître pour produire. Dans de nombreuses académies, on évalue aussi l'apprentissage d'une langue étrangère. Il n'est aucunement question des connaissances dans le domaine des sciences humaines, la capacité d'analyser, d'argumenter, de s'exprimer, d'exercer un sens critique, de créer. En clair, on n'évalue que ce qui est utile au monde économique, désignant ainsi ce qui est important dans les programmes.

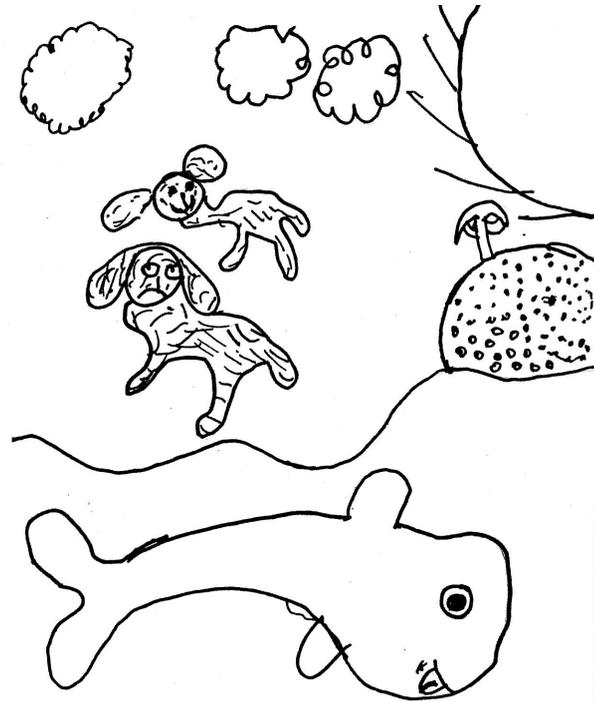
L'évaluation est aussi un outil très puissant pour contrôler et gouverner les conduites individuelles, les amenant à s'autoconformer aux exigences du système dominant. On est loin d'une vision émancipatrice où le travail serait source d'épanouissement et de réalisation de soi. Sous cette forme, il devient aliénant et vise surtout à asseoir la domination du capitalisme.

Dans cette compétition, on disqualifie aussi ceux qui ne sont pas assez performants. Dans sa quête de performance totale, l'évaluation devient une véritable arme de destruction massive car elle ne se soucie nullement des perdants, surtout dans un contexte où il n'y aura pas de place pour tout le monde. L'effet de stigmatisation est si puissant et l'altération de l'estime de soi si important, qu'ils empêchent toute forme de reconstruction. Il nous paraît essentiel alors de limiter au maximum les évaluations sommatives.

Pour autant, l'enfant a besoin d'une reconnaissance extérieure, donc d'un jugement, pour se construire à travers le travail. Comment envisager alors l'évaluation pour qu'elle l'aide à progresser, dans une logique d'éducation émancipatrice ? S'il est facile d'évaluer le labeur, c'est-à-dire une tâche avec une consigne à exécuter, il est bien plus compliqué d'évaluer une œuvre, résultat d'un travail où l'enfant a fait usage de son autonomie, de son imagination, condition nécessaire à l'exercice de cette émancipation.

La forme d'évaluation la plus positive est le regard des pairs car c'est la critique la mieux acceptée. Cela suppose que dans la classe, les élèves aient l'occasion de présenter leurs productions (un texte, une recherche, un exposé...), et que ce moment soit suivi d'échanges sur la qualité de la réalisation.

L'évaluation n'est alors ni formelle, ni quantifiée et n'établit pas de hiérarchie. Elle s'exprime uniquement à travers les observations des élèves et de l'enseignant dont la parole est, pour l'occasion, moins suspecte puisqu'il s'exprime au même titre qu'un autre enfant.



*Calista CP
Ecole de Masevaux*